

GT CFL 7 juillet 2015

Réforme de la DGF du bloc
communal

PLAN

- Définitions de la territorialisation de la DGF
- Territorialisation partielle ou totale de la DGF?
- La répartition nationale de la DGF locale
- La répartition interne de la DGF locale

La territorialisation de la DGF: définitions

La territorialisation de la DGF, une notion apparue avec la loi RCT en 2010

- L'article 70 de la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 a introduit l'article L.5211-28-2 du CGCT qui prévoit que:
- « Afin de permettre une mise en commun des ressources, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut percevoir, en lieu et place de ses communes membres, les montants dont elles bénéficient au titre de la dotation globale de fonctionnement prévue aux articles L. 2334-1 et suivants, sur délibérations concordantes de l'organe délibérant et de chacun des conseils municipaux des communes membres. Dans les métropoles régies par les articles L. 5217-1 et L. 5218-1, cet accord doit être exprimé par les deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres de la métropole représentant plus de la moitié de la population totale de celle-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population.
- L'établissement public de coopération intercommunale verse chaque année à l'ensemble de ses communes membres une dotation de reversement dont le montant global est égal à la somme de leurs dotations globales de fonctionnement.
- Le montant individuel versé à chaque commune est fixé par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés. Il est calculé en fonction de critères tenant compte prioritairement, d'une part, de l'écart entre le revenu par habitant de la commune et le revenu moyen par habitant de l'établissement public de coopération intercommunale et, d'autre part, de l'insuffisance de potentiel fiscal par habitant de la commune au regard du potentiel fiscal communal.
- Cette dotation de reversement constitue une dépense obligatoire de l'établissement public de coopération intercommunale. »

La territorialisation de la DGF selon la loi RCT

- La DGF territoriale correspond à l'agrégation des DGF attribuées aux communes membres d'un même EPCI. La DGF des communes est calculée selon les règles définies dans le CGCT (articles L.2334-1 à L.2334-23 du CGCT), correspondant à la dotation forfaitaire, à la DSU, à la DSR et à la DNP. Il n'y a pas de modification des règles de répartition de ces dotations. Les critères de répartition sont donc communaux.
- Une fois agrégée, la DGF des communes membres d'un même EPCI est répartie, entre les communes, par l'organe délibérant de l'EPCI à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, en fonction notamment de critères de richesse (PF) et de charges (revenu par habitant).

Cette notion de DGF territoriale présente des limites

- La DGF territoriale, telle que prévue par la loi RCT, n'a jamais été mise en œuvre dans un EPCI.
- Cette définition de la DGF territoriale repose sur les postulats suivants:
 - Il n'y a pas de territorialisation des critères de répartition de la DGF. L'appartenance à un EPCI n'est pas pris en compte dans la répartition nationale de la DGF de chaque commune.
 - La DGF est versée par l'Etat à l'EPCI, à charge pour l'EPCI de verser cette DGF à ses communes membres. Il n'y a donc plus de liens financiers entre l'Etat et les communes.
 - Les règles de répartition interne de la DGF territoriale ne prévoient pas de garanties suffisantes pour les communes.

La notion de DGF territoriale peut être actualisée

- Cette notion peut être actualisée pour tenir compte de l'imbrication croissante de la DGF des communes et de la DGF des EPCI.
 - Le potentiel fiscal et le potentiel financier des communes intègrent la richesse fiscale de l'EPCI (produits de fiscalité professionnelle notamment). La richesse fiscale de l'EPCI est donc valorisée dans le calcul de la richesse potentielle des communes.
 - Depuis 2011, les emplois internes de la DGF du bloc communal (progression de la population communale, progression de l'intercommunalité et progression de la péréquation communale) sont financés par la dotation forfaitaire des communes et la dotation de compensation des EPCI.
 - Intégrée dans la DGF depuis 2004, la part CPS est transférée des communes vers l'EPCI quand celui-ci passe à FPU ou à FPZ.
 - La contribution au redressement des finances publiques des communes et des EPCI est calculée au prorata des recettes réelles de fonctionnement. Les flux croisés entre l'EPCI et ses communes membres sont neutralisés.

La notion de DGF territoriale peut être actualisée

- Cette notion doit tenir compte de l'expérience du FPIC, qui repose sur une territorialisation des critères de répartition au niveau de territoires.

Définition proposée de la territorialisation de la DGF

Répartir la DGF du bloc communal entre territoires



.... sur le fondement de critères de ressources et de charges appréciés au niveau du territoire intercommunal

Exemple de critères déjà agrégés au niveau du territoire

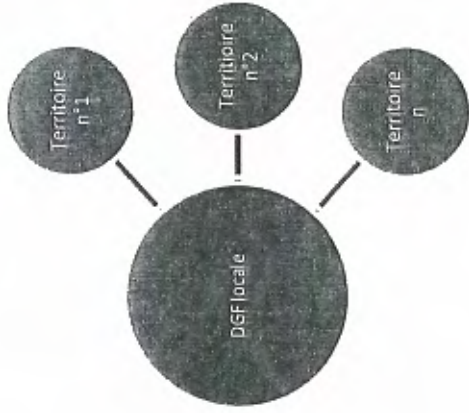
| | |
|---------------------|--|
| Donnée physique | Population DGF du territoire |
| Donnée géographique | Superficie du territoire |
| Donnée fiscale | Potentiel fiscal agrégé |
| Donnée financière | Recettes fiscales agrégées ou recettes réelles de fonctionnement |
| Donnée sociologique | Revenu fiscal de référence |

Le territoire correspond à un EPCI et à l'ensemble de ses communes membres.

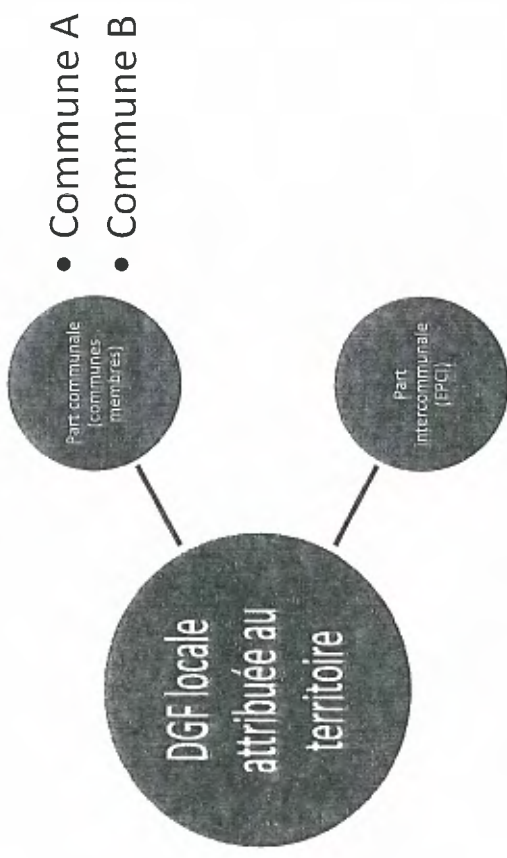
Des critères agrégés au niveau des territoires existent aujourd'hui et sont déjà utilisés dans la répartition du FPIC (PFA, RFA revenu). Ces critères sont simples, objectifs et rationnels.

Une territorialisation qui suppose une répartition nationale de la DGF et une répartition interne.

La répartition nationale de la DGF entre territoire



La répartition interne de la DGF locale



La mise en place d'une DGF locale suppose de définir des critères de répartition de cette DGF au niveau national entre territoires.

La mise en place d'une DGF locale suppose de définir des critères de répartition interne de cette dotation afin de déterminer:

- La part revenant à l'EPCI
- La part revenant à chaque commune membre

**Quel niveau de territorialisation
dans la DGF du bloc communal?**

Les avantages et les inconvénients d'une territorialisation de la DGF

Points d'intérêts

La territorialisation permet de prendre en compte le fait intercommunal dans la répartition de la DGF des communes et des EPCI, comme par exemple le niveau d'intégration de l'EPCI et le niveau de richesse du territoire.

La territorialisation permet de laisser des marges de manœuvre à l'échelon local pour mieux répartir les dotations entre les communes membres et tenir compte des spécificités locales.

La territorialisation de la DGF peut s'inscrire, à terme, dans le cadre d'un pacte fiscal et financier au sein des EPCI.

Points de vigilance

En utilisant des critères définis au niveau du territoire, des communes pauvres dans des territoires riches peuvent être pénalisées par une territorialisation de la DGF.

En laissant des marges de manœuvre à l'échelon local (en particulier à l'organe délibérant de l'EPCI), la territorialisation de la DGF pourrait aboutir à ce que des communes minoritaires se voient imposer des répartitions internes qui leur sont très défavorables.

Les propositions de la mission parlementaire sur la DGF locale

- La mission parlementaire avait proposé d'examiner trois scénarios:
 - Une territorialisation totale de la DGF du bloc communal. La DGF du bloc communal (soit 21,036 Mds €) serait ainsi répartie au niveau des territoires.
 - Une territorialisation de la DGF du bloc communal limitée aux dotations de péréquation et à la dotation d'intercommunalité (soit 5,64 Mds €).
 - Une territorialisation de la DGF du bloc communal limitée à la dotation forfaitaire et à la dotation de compensation (soit 15,3 Mds €)

Rappel des principaux constats sur la répartition de la DGF par territoire (cf séance du 2 mai 2015)

| Strate démographique | Répartition 2015 de la DGF | | | | | |
|--|----------------------------|---------------------------------|--|--|---|--|
| | DGF par habitant 2015 | Ecart moyen de DGF par habitant | Dotation forfaitaire et de compensation par habitant en 2015 | Ecart moyen de dotation forfaitaire et de compensation par habitant entre territoire en 2015 | Dotations de péréquation par habitant (DSU, DSR, DNP et DI) en 2015 | Ecart moyen de dotations de péréquation par habitant |
| territoires de moins de 10 000 habitants | 234,74 | 69,74 | 149,19 € | 56,83 € | 85,55 € | 34,35 € |
| territoires de 10 000 à 20 000 habitants | 223,39 | 48,60 | 149,99 € | 35,53 € | 73,40 € | 31,59 € |
| territoires de 20 000 à 50 000 habitants | 236,69 | 62,88 | 168,89 € | 51,50 € | 67,81 € | 35,89 € |
| territoires de 50 000 habitants à 100 000 habitants | 291,25 | 83,66 | 210,92 € | 62,85 € | 80,33 € | 52,69 € |
| territoires de 100 000 habitants à 200 000 habitants | 330,45 | 80,33 | 238,34 € | 66,08 € | 92,11 € | 53,06 € |
| territoires de plus de 200 000 habitants | 371,41 | 65,57 | 289,26 € | 55,69 € | 82,15 € | 45,03 € |
| Toutes les strates | 297,56 | 70,58 | 217,66 € | 57,79 € | 79,90 € | 37,39 € |

Les données qui figurent dans ce tableau ne tiennent pas compte des territoires des COM

Le montant moyen de DGF par habitant varie de 149,19 € pour la première strate à 289 € pour la dernière strate (soit un écart de près de 1 à 2). L'écart moyen de DGF par habitant est 70 €.

On constate que les écarts les plus importants de DGF entre territoires s'expliquent surtout par les écarts de dotation forfaitaire (communes) et de dotation de compensation (EPCI). L'écart moyen de dotation forfaitaire et de dotation de compensation par habitant est de 58 €, alors que cet écart moyen est de 37 € pour les dotations de péréquation.

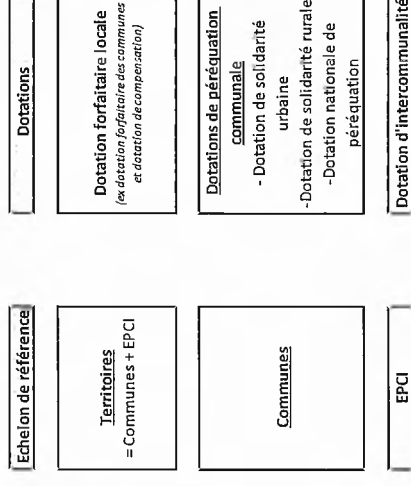
Une territorialisation partielle de la DGF a été étudiée.

- Parce que les écarts les plus importants de DGF par habitant entre territoire s'expliquent par les écarts de dotation forfaitaire et de dotation de compensation;
- Parce que des dispositifs de péréquation (DSU, DSR, DNP) calculés au niveau national sur la base de critères communaux (et non territorialisés) peuvent protéger les communes pauvres situées dans des EPCI riches;
- Nous avons étudié, dans les scénarios suivants, une territorialisation partielle de la DGF, centrée sur la dotation forfaitaire des communes et la dotation de compensation des EPCI.

Une territorialisation limitée à la dotation forfaitaire des communes et à la dotation de compensation des EPCI

Les principes d'une territorialisation partielle de la DGF

- Seule une partie de la DGF du bloc communal serait répartie en fonction de territoires. Le territoire regroupe l'ensemble des communes membres d'un même EPCI à fiscalité propre.
- Le territoire deviendrait l'échelon de référence pour la répartition de la dotation forfaitaire locale. Les critères de répartition de la DGF sont calculés au niveau du territoire.
- Les autres composantes de la DGF du bloc communal (DSU, DSR, DNP et dotation d'intercommunalité), également renouvelées, resteraient calculées à l'échelle des communes (DSU, DSR et DNP) ou des EPCI (dotation d'intercommunalité).



La répartition nationale de la dotation forfaitaire locale

Présentation des hypothèses retenues pour la répartition nationale

- La Dotation forfaitaire locale répartie entre les territoires serait composée de trois parts:
 - **Une dotation de base dont la masse s'élèverait à 100 € par habitant, soit 7 Mds €.** Cette dotation serait répartie entre tous les territoires au prorata de la population DGF.
 - **Une dotation en faveur des territoires ruraux** bénéficierait uniquement aux territoires de moins de 20 000 habitants. Cette dotation serait répartie en fonction de la superficie des territoires (soit 7 euros par ha) et les attributions individuelles ne pourraient pas être supérieures à 70% du montant de la dotation de base. La masse répartie serait de 6,6 € par ha.
 - **Une dotation en faveur des territoires urbains** bénéficierait aux territoires de plus de 20 000 habitants. Elle serait répartie en fonction d'un montant unitaire (35,6 €), de la population DGF et d'un coefficient logarithmique variant de 1 à 2 soit 3,3 Mds €. Cette dotation serait répartie en fonction de la population des territoires, multipliée par un coefficient logarithmique variant de 1 à 2.
- Avec la répartition spontanée de ces trois parts, les attributions spontanées de dotation forfaitaire locale par habitant varient entre 100 € et 171€.

- A cette répartition spontanée de la dotation forfaitaire locale sont appliqués **des mécanismes de garantie et de plafonnement**. L'attribution spontanée au titre de la dotation forfaitaire locale ne peut pas représenter pour un territoire moins de 95% et plus de 105% du montant de la dotation forfaitaire locale perçu en n-1. En 2016, la dotation forfaitaire locale n-1 est entendue comme la somme de la dotation forfaitaire des communes membres et la dotation de compensation de l'EPCI perçues en 2015.

Présentation des hypothèses retenues pour la répartition nationale

- Le financement des emplois internes de la DGF (en particulier la progression de la péréquation) pourrait être réalisé par un écrêtement péréqué de la dotation forfaitaire (en fonction du potentiel fiscal agrégé du territoire, du revenu par habitant et/ou de l'effort fiscal agrégé).
- Dans les simulations réalisées, le financement des emplois internes de la DGF est égal à 50% de la progression de la DSU et de la DSR 2015 (**soit 148,5 M €**).
- Cette progression est financée par écrêtement de la dotation forfaitaire locale, en fonction de l'écart relatif entre le potentiel fiscal agrégé par habitant du territoire par rapport à la moyenne nationale. **Sont écrêtés les territoires dont le PFA par habitant est supérieur à la moyenne nationale. L'écrêtement ne peut pas représenter plus de 3% de la dotation forfaitaire locale. 950 territoires verraient leur dotation forfaitaire locale écrêtée.**

Présentation des hypothèses retenues pour la répartition nationale

- La contribution au redressement des finances publiques pèserait sur l'ensemble de la dotation forfaitaire locale. La contribution au redressement des finances publiques serait donc territorialisée. Concernant sa répartition, trois options pourraient être envisagées:
 - **Option a:** Une répartition selon les mêmes critères qu'en 2014 et 2015, à savoir au prorata des recettes réelles de fonctionnement du territoire, avec RRF du territoire = RRF des communes membres + RRF de l'EPCI (hors flux croisés).
 - **Option b:** Afin de renforcer les effets péréquateurs de la contribution au redressement des finances publiques, les attributions au titre de la péréquation (DSU, DSR, DNP, FPIC, FSRIF) pourraient être retirées des recettes réelles de fonctionnement du territoire. Pour mémoire, les contributions au titre de la péréquation sont considérées comme des atténuations de produit et viennent donc minorer les recettes réelles de fonctionnement des communes et des EPCI utilisées pour calculer la contribution au redressement des finances publiques.
 - **Option c:** Afin de renforcer les effets péréquateurs de la contribution au redressement des finances publiques, celle-ci pourrait être répartie en fonction de critères de ressources et de charges propres aux territoires (PFA par habitant, revenu par habitant, effort fiscal agrégé)
- ⇒ Dans les simulations suivantes, la dotation forfaitaire locale est présentée en tenant compte de la contribution au redressement des finances publiques calculée selon l'option a. La contribution au redressement des finances publiques est plafonnée à 50% de la dotation forfaitaire locale.

Présentation des résultats par masse

| | Masse 2015 |
|--|-------------------------|
| <i>Dotation de base des territoires</i> | 7 077 995 300 € |
| <i>Dotation des territoires ruraux</i> | 223 483 950 € |
| <i>Dotation des territoires urbains</i> | 3 352 861 380 € |
| Dotation forfaitaire locale (spontanée) | 10 654 340 630 € |
| Dotation forfaitaire locale (après garantie et plafond) | 15 367 378 336 € |
| <i>Écrêtement de la dotation forfaitaire locale pour financer la progression de la péréquation</i> | -148 500 000 € |
| <i>Contribution au redressement des finances publiques 2016 pour le bloc communal</i> | -2 071 000 000 € |
| Dotation forfaitaire locale versée après contribution 2016 | 13 147 878 336 € |

- La différence entre la masse spontanée répartie (10,6 Mds €) et la masse disponible en 2015 au titre de la dotation forfaitaire des communes et de la dotation de compensation des EPCI (15,3 mds) sera progressivement réduite sous l'effet:
 - De la contribution au redressement des finances publiques
 - Du financement de la progression de la péréquation.

En 2015, tous les territoires (soit 2 284 territoires) percevaient une dotation de base. 728 territoires percevaient en plus une dotation des territoires urbains et 1 556 percevaient en plus une dotation des territoires ruraux.

176 territoires bénéficieraient de la garantie de baisse limitée à 95% (avant contribution au redressement des finances publiques). 918 territoires se verraient appliquer un plafonnement à 105% (avant contribution au redressement des finances publiques).

Avant contribution au redressement des finances publiques, 478 territoires enregistreraient une baisse de leur dotation forfaitaire locale (par rapport au montant perçu en 2015) et 1 806 territoires enregistreraient une hausse de leur dotation forfaitaire locale.

Après contribution au redressement des finances publiques, la dotation forfaitaire locale de tous les territoires de métropole et des DOM est en baisse. 2 territoires bénéficient du plafonnement de leur contribution à 50% du montant de leur dotation forfaitaire locale, entraînant un effet de report sur les autres territoires de 1,4 millions d'euros. La contribution 2016 représente 1,99% des RRF du bloc communal.

Présentation des résultats par strate démographique

| Strate démographique | Répartition de la dotation forfaitaire et de la dotation de compensation en 2015 | | Simulation dotation forfaitaire locale (avant contribution au redressement des finances publiques) | | Simulation dotation forfaitaire locale (après contribution au redressement des finances publiques) | |
|--|--|---|--|---|--|---|
| | Dotation forfaitaire et dotation de compensation par habitant en 2015 | Ecart moyen de dotation forfaitaire et de dotation de compensation par habitant | Dotation forfaitaire locale par habitant (avant contribution au redressement des finances publiques) | Ecart de dotation forfaitaire locale par habitant (avant contribution au redressement des finances publiques) | Dotation forfaitaire locale par habitant (après contribution au redressement des finances publiques) | Ecart moyen de dotation forfaitaire locale par habitant (après contribution au redressement des finances publiques) |
| territoires de moins de 10 000 habitants | 151,81 € | 87,68 € | 155,64 € | 81,40 € | 136,30 € | 82,21 € |
| territoires de 10 000 à 20 000 habitants | 150,27 € | 35,88 € | 153,30 € | 31,34 € | 131,98 € | 29,56 € |
| territoires de 20 000 à 50 000 habitants | 168,51 € | 51,07 € | 173,61 € | 46,47 € | 149,38 € | 42,49 € |
| territoires de 50 000 habitants à 100 000 habitants | 210,59 € | 62,86 € | 213,75 € | 55,57 € | 184,64 € | 51,82 € |
| territoires de 100 000 habitants à 200 000 habitants | 237,71 € | 66,06 € | 238,50 € | 58,01 € | 205,86 € | 53,95 € |
| territoires de plus de 200 000 habitants | 289,26 € | 55,69 € | 281,32 € | 45,77 € | 244,25 € | 43,29 € |
| Toutes les strates | 217,11 € | 70,72 € | 217,11 € | 65,21 € | 187,86 € | 63,29 € |

Les données qui figurent dans ce tableau tiennent compte des territoires des COM.

La mise en place d'une dotation forfaitaire locale permet de réduire l'écart moyen d'attribution par habitant entre territoire de 8%. Après contribution au redressement des finances publiques, l'écart moyen d'attribution par habitant entre territoire est réduit de plus de 10%.

L'écart moyen d'attribution par habitant se réduit au sein de chaque strate. A noter toutefois que l'écart moyen de dotation forfaitaire locale par habitant augmente, après contribution au redressement des finances publiques, pour les territoires de moins de 10 000 habitants. En effet, c'est dans cette strate que se trouve la plupart des territoires exonérés de contribution au redressement des finances publiques (territoires des COM). Cette exonération a tendance à creuser les écarts de dotation entre les territoires de cette strate.

| Code département | SIREN | Nom groupement | Recettes réelles de fonctionnement (RRF) du territoire | Dotation forfaitaire locale avant contribution au redressement des finances publiques 2016 | | Dotation forfaitaire locale après contribution au redressement des finances publiques 2016 et financement de la péréquation | | | |
|------------------|-----------|--------------------------------|--|--|---------------|---|---------------|----------------|--------|
| | | | | Dotation forfaitaire locale avant contribution au redressement des finances publiques 2016 | Différence | Dotation forfaitaire locale après contribution au redressement des finances publiques 2016 et financement de la péréquation | Différence | | |
| 18 | 200007177 | CC DU PAYS DE NERONDES | 4 081 219 € | 686 770 € | 720 059 € | 34 289 € | 538 473 € | -47 207 € | -1,16% |
| 22 | 24200533 | CC LAMALLE COMMUNAUTE | 38 280 839 € | 5 162 409 € | 5 420 528 € | 258 120 € | 4 655 077 € | -507 332 € | -1,32% |
| 29 | 24200314 | CU DE BREST METROPOLE OCEANE | 370 012 578 € | 55 357 574 € | 56 095 434 € | 737 860 € | 48 668 705 € | -6 688 869 € | -1,81% |
| 30 | 200043478 | CC PAYS D'UZES | 34 709 388 € | 3 541 184 € | 3 718 243 € | 177 059 € | 3 022 397 € | -516 297 € | -1,49% |
| 38 | 24600228 | CC PAYS ISOUDUN | 34 616 648 € | 5 803 339 € | 5 513 172 € | -290 167 € | 4 647 089 € | -1 166 270 € | -3,34% |
| 38 | 200040715 | CA GRENOBLE ALPES METROPOLE | 870 347 086 € | 138 014 597 € | 129 213 965 € | -8 800 735 € | 111 815 307 € | -24 199 390 € | -2,18% |
| 42 | 2420070 | CA DE ST-ETIENNE METROPOLE | 682 727 971 € | 119 196 774 € | 113 238 935 € | -5 958 839 € | 98 588 876 € | -19 007 898 € | -2,87% |
| 44 | 24400503 | CC ORLEANS VAL DE LOIRE | 547 887 852 € | 8 310 500 € | 8 726 028 € | 415 528 € | 7 468 207 € | -824 213 € | -1,13% |
| 45 | 24400468 | CA ORLEANS VAL DE LOIRE | 547 887 852 € | 8 310 500 € | 8 726 028 € | 415 528 € | 7 468 207 € | -824 213 € | -1,13% |
| 59 | 200042190 | CA DE LA PORTE DU HAUT | 259 083 216 € | 36 538 147 € | 38 965 054 € | 1 626 907 € | 33 185 856 € | -3 352 291 € | -1,20% |
| 60 | 246000111 | CA CREILLOISE | 122 587 099 € | 20 557 932 € | 19 530 039 € | -1 027 897 € | 17 083 958 € | -3 474 074 € | -2,84% |
| 67 | 24700777 | CC CANTON DE VILLE | 10 243 307 € | 1 401 486 € | 1 471 571 € | 70 075 € | 1 255 524 € | -145 572 € | -1,42% |
| 72 | 247200132 | CU LE MANS METROPOLE | 364 702 933 € | 56 033 192 € | 53 930 439 € | -2 452 754 € | 48 289 856 € | -9 743 340 € | -2,87% |
| 80 | 24800531 | CA AMIENS METROPOLE | 340 768 875 € | 50 502 774 € | 47 877 639 € | -2 525 139 € | 41 185 502 € | -9 337 272 € | -2,74% |
| 92 | 200023356 | CA GRAND PARIS SEINE OUEST | 617 768 704 € | 95 518 117 € | 90 742 211 € | -4 775 906 € | 76 527 215 € | -19 990 902 € | -3,24% |
| 04 | 24600293 | CC DU SISTERONNAIS | 20 616 908 € | 2 049 937 € | 1 948 489 € | -102 447 € | 1 472 880 € | -576 057 € | -2,79% |
| 06 | 200001195 | METROPOLE NICE COTE D'AZUR | 1 213 214 088 € | 165 501 045 € | 157 225 953 € | -8 275 092 € | 139 973 263 € | -32 527 782 € | -2,68% |
| 07 | 200049817 | CA DU BASSIN D'ANNONAY | 42 514 068 € | 8 321 868 € | 8 191 386 € | -130 486 € | 7 208 595 € | -1 115 365 € | -2,80% |
| 09 | 246003973 | CC DU CANTON DE MASSAT | 3 384 807 € | 510 302 € | 535 817 € | 25 515 € | 468 153 € | -42 149 € | -1,25% |
| 13 | 241300391 | CU MARSILLE PROVENCE METROPOLE | 1 765 187 146 € | 282 639 307 € | 278 670 143 € | -2 969 164 € | 244 393 207 € | -38 295 100 € | -2,17% |
| 14 | 241400761 | CC DE CAMBREMER | 4 940 978 € | 651 173 € | 684 236 € | 33 069 € | 585 458 € | -65 714 € | -1,13% |
| 16 | 241600493 | CC GRANDE CHAMPAGNE | 11 183 609 € | 1 418 402 € | 1 489 322 € | 70 920 € | 1 223 204 € | -195 198 € | -1,75% |
| 31 | 243100518 | CU TOULOUSE METROPOLE | 1 437 134 464 € | 203 089 140 € | 199 974 439 € | -9 115 702 € | 165 245 432 € | -37 842 708 € | -2,63% |
| 33 | 243003016 | CU DE BORDEAUX | 1 560 857 753 € | 243 072 807 € | 239 919 167 € | -12 153 640 € | 199 132 095 € | -43 900 712 € | -2,81% |
| 33 | 243301264 | CC DE MONTESQUIEU | 47 379 487 € | 5 565 740 € | 5 844 027 € | 278 287 € | 4 899 598 € | -669 892 € | -1,41% |
| 34 | 243000017 | CA DE MONTPELLIER | 913 695 998 € | 109 299 407 € | 111 614 377 € | 5 314 970 € | 99 349 164 € | -12 950 243 € | -1,42% |
| 37 | 243700754 | CA TOURS | 477 228 972 € | 80 325 085 € | 77 009 989 € | -2 415 096 € | 58 393 956 € | -11 967 129 € | -2,50% |
| 41 | 244100889 | CC BEAUCO ET FONET | 6 400 087 € | 998 783 € | 1 048 701 € | 49 918 € | 920 161 € | -78 602 € | -1,22% |
| 44 | 244004004 | CU NANTES METROPOLE | 1 250 704 307 € | 186 306 641 € | 188 684 159 € | 9 815 482 € | 161 481 981 € | -34 817 680 € | -2,18% |
| 44 | 24400463 | CC DE LA REGION DE BLAIN | 17 105 483 € | 2 791 242 € | 2 699 112 € | -121 130 € | 2 328 169 € | -465 076 € | -2,72% |
| 51 | 200033686 | CA Reims Métropole | 403 643 352 € | 65 137 913 € | 61 881 017 € | -3 256 896 € | 53 811 993 € | -11 324 920 € | -2,81% |
| 53 | 245003330 | CA DE LAVAL | 148 532 846 € | 24 524 301 € | 24 670 353 € | 146 052 € | 21 700 710 € | -2 823 591 € | -1,90% |
| 59 | 245004010 | CU DE LILLE | 2 108 489 894 € | 358 656 846 € | 340 724 004 € | -17 932 842 € | 298 574 281 € | -60 082 565 € | -2,85% |
| 62 | 246201149 | CA DU CALVAIS | 184 852 110 € | 22 923 874 € | 23 766 623 € | 872 748 € | 20 517 143 € | -2 305 731 € | -1,41% |
| 62 | 246200384 | CC RION COMMUNAUTE | 380 377 771 € | 68 772 122 € | 66 334 468 € | -3 438 659 € | 58 130 342 € | -10 642 780 € | -2,95% |
| 63 | 246301055 | CC RION COMMUNAUTE | 51 881 763 € | 5 538 896 € | 5 815 830 € | 276 944 € | 4 610 923 € | -928 263 € | -2,48% |
| 63 | 24630182 | CC VOLVIC SOURCES ET VOLCANS | 24 888 856 € | 3 028 619 € | 3 000 478 € | -28 141 € | 2 412 852 € | -619 966 € | -2,48% |
| 63 | 246300934 | MANANT COMMUNAUTE | 10 692 431 € | 1 703 377 € | 1 630 616 € | -72 761 € | 1 365 769 € | -337 609 € | -3,16% |
| 63 | 246300701 | CA CLERMONTAISE | 444 708 931 € | 63 736 156 € | 68 921 814 € | 3 185 758 € | 59 031 970 € | -5 705 186 € | -1,28% |
| 63 | 246300958 | CC DU PAYS DE PONSAT | 2 669 290 € | 704 575 € | 699 346 € | -35 229 € | 611 815 € | -42 307 € | -2,23% |
| 65 | 200039186 | CC DES BARONNIERES | 2 623 051 € | 384 346 € | 384 346 € | 0 € | 311 876 € | -532 470 € | -1,71% |
| 65 | 200041297 | CC DU MADIRAMAIS | 8 304 384 € | 955 917 € | 1 012 113 € | 48 196 € | 817 187 € | -146 736 € | -1,77% |
| 69 | 200046977 | Métropole de Lyon | 2 600 384 915 € | 408 952 187 € | 398 633 076 € | -20 349 109 € | 328 715 200 € | -78 265 997 € | -3,01% |
| 73 | 200040798 | CC VAL VANDOSE TARENTOISE | 8 651 164 € | 5 238 740 € | 5 199 606 € | -431 558 € | 6 495 215 € | -2 153 949 € | -2,95% |
| 74 | 200000772 | CC DE FAUCIGNY GLIERES | 42 473 015 € | 5 170 223 € | 5 239 511 € | 69 288 € | 4 424 577 € | -145 632 € | -1,78% |
| 76 | 24600656 | PARIS | 5 040 817 546 € | 999 784 784 € | 989 392 868 € | -406 089 € | 744 584 683 € | -175 148 901 € | -3,47% |
| 76 | 24600596 | CA HAVRAISE | 470 714 293 € | 75 619 112 € | 71 808 166 € | -3 810 946 € | 61 105 423 € | -14 513 699 € | -3,06% |
| 85 | 24600596 | CC DE VIE ET BOULOGNE | 30 387 375 € | 4 697 117 € | 4 831 973 € | 234 856 € | 4 524 515 € | -372 600 € | -1,23% |
| 88 | 24600435 | CC DES VOSGES MERIDIONALES | 8 318 131 € | 1 710 675 € | 1 625 141 € | -85 534 € | 1 438 685 € | -281 817 € | -3,03% |
| 91 | 24600405 | CA DU PLATEAU DE SACLAY | 213 470 772 € | 36 391 525 € | 34 562 448 € | -1 829 077 € | 20 671 381 € | -6 710 144 € | -3,14% |
| 95 | 246000070 | CA CLICHY / MONTFERMEIL | 89 077 135 € | 11 689 380 € | 12 273 849 € | 584 469 € | 10 493 154 € | -1 166 226 € | -1,34% |
| 95 | 24600380 | CA VAL DE FRANCE | 288 058 233 € | 43 834 701 € | 43 276 402 € | -558 299 € | 37 557 981 € | -6 278 740 € | -2,19% |
| 973 | 249730045 | CA DU CENTRE LITTORAL | 170 371 315 € | 23 475 542 € | 23 475 542 € | 0 € | 21 246 713 € | -2 228 829 € | -1,31% |
| 99 | 249400078 | CA DE LA VALLEE DE LA MERNE | 90 974 890 € | 13 489 571 € | 14 184 050 € | 674 479 € | 11 940 731 € | -1 549 840 € | -1,70% |

La répartition interne de la dotation forfaitaire locale

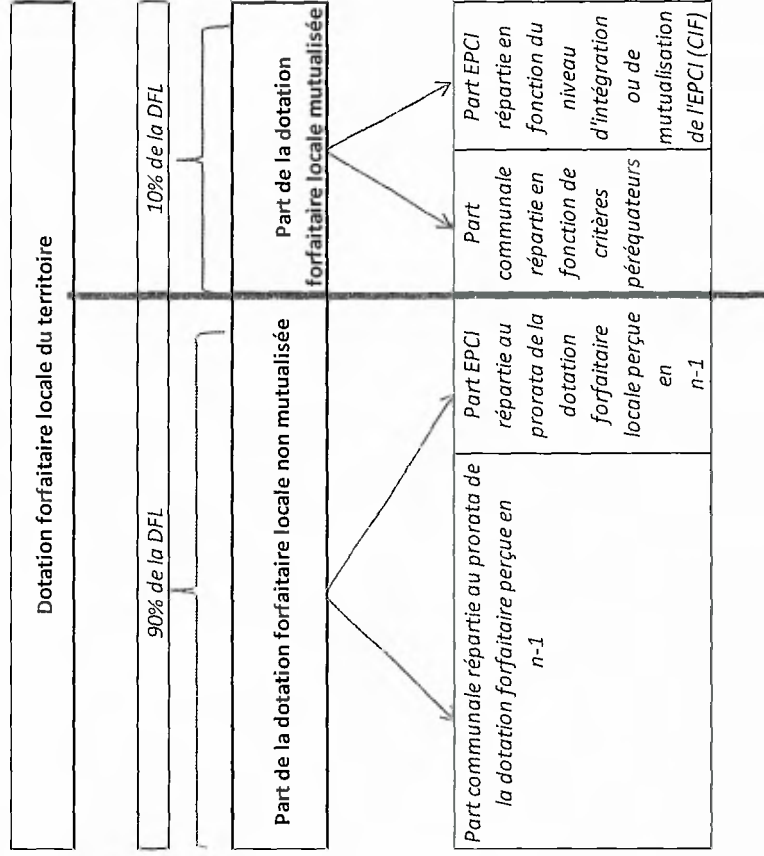
Les principes et les garanties

- Une fois calculée au niveau national pour chaque territoire, la dotation forfaitaire locale doit être répartie entre les communes et l'EPCI. Cela suppose de définir la part revenant à chaque commune et la part revenant à l'EPCI.
- Les modalités de répartition interne de la dotation forfaitaire locale doivent comporter des garanties suffisantes pour les communes et les EPCI.
- La dotation forfaitaire locale ne sera pas versée directement aux EPCI. L'Etat continuera à verser la DGF aux communes.

Présentation des hypothèses retenues

- Dans les simulations suivantes, nous proposons de répartir la dotation forfaitaire locale en deux parts:
 - Une première part garantie et non mutualisée au niveau du territoire, représentant dans chacun des territoires 90% de la dotation forfaitaire locale (soit 10,8 mds €). Cette première part serait répartie entre les communes et l'EPCI au prorata du montant de dotation forfaitaire locale perçue l'année précédente. En 2016, cette part serait répartie au prorata de la dotation forfaitaire perçue par chaque commune en 2015 et de la dotation de compensation perçue par l'EPCI en 2015.
 - Une seconde part mutualisée au niveau du territoire, représentant dans chacun des territoires 10% de la dotation forfaitaire locale (soit 1,2 Md € en 2016, après contribution au redressement des finances publiques). Cette seconde part serait répartie par l'organe délibérant de l'EPCI (selon des règles de majorité et des critères définis dans la loi)

Schéma de répartition interne de la dotation forfaitaire locale au sein de chaque territoire



• Dans les simulations réalisées, les hypothèses suivantes ont été retenues:

- La part non mutualisée de la dotation forfaitaire locale est répartie entre l'EPCI et les communes au prorata de la dotation de compensation et des dotations forfaitaires perçues en 2015.
- La part mutualisée est répartie entre l'EPCI et les communes membres en fonction du CIF et entre les communes en fonction du rapport entre le PF moyen de la strate et le PF de la commune .

Les communes membres et leur EPCI ne pourraient pas modifier les modalités de répartition de la part non mutualisée de la dotation forfaitaire locale. En revanche ils auraient la possibilité de choisir les modalités de répartition de la part mutualisée de la dotation forfaitaire locale.

Présentation des résultats pour un territoire

- 1) La CA du Gard Rhodanien (30) dispose d'une dotation forfaitaire locale (après contribution au redressement des finances publiques et financement des emplois internes) égale à 10 M€.
- 2) 90% de cette dotation (soit 9 M €) est répartie entre l'EPCI et ses communes membres au prorata de la dotation forfaitaire et de la dotation de compensation perçue en 2015. Cette part est répartie entre l'EPCI et les communes membres en fonction du poids de la dotation de compensation de l'EPCI dans la dotation forfaitaire locale (soit 36% pour l'EPCI et 64% pour les communes)
- 3) La part mutualisée de la dotation forfaitaire locale (1 M €) est répartie entre l'EPCI et les communes membres en fonction du CIF (soit 22% de la part mutualisée au profit de l'EPCI et 78% de cette part au profit des communes)
- Une fois déterminée la part communale garantie de la dotation forfaitaire locale, celle-ci est répartie entre les 42 communes au prorata de leur dotation forfaitaire n-1. Au total pour cet EPCI, la part non mutualisée permet de garantir, après contribution au redressement des finances publiques 2016, 78% de la dotation forfaitaire perçue en 2015.
- Une fois déterminée la part communale mutualisée, celle-ci est répartie entre les communes en fonction de la population et du rapport entre le PF moyen par habitant des communes de la même strate démographique et le PF par habitant de chaque commune

| N° Siren Groupement | Nom EPCI | Code département | Population DGF | Dotation forfaitaire locale 2016 après CRFP et décret | Dotation forfaitaire locale 2015 (dotation de compensation n + dotation forfaitaire) | Dotation de compensation 2015 de l'EPCI | Part de la dotation de compensation de l'EPCI dans la dotation forfaitaire locale 2015 | Part garantie mutualisée | Part garantie revenant à l'EPCI | Part garantie revenant aux communes | CIF | Part mutualisée revenant à l'EPCI | Part mutualisée revenant aux communes | Part totale revenant à l'EPCI | Part totale revenant aux communes |
|---------------------|----------------------|------------------|----------------|---|--|---|--|--------------------------|---------------------------------|-------------------------------------|----------|-----------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------|-----------------------------------|
| 200034692 | CA DU GARD RHODANIEN | 30 | 73 152 | 10 028 072 | 11 460 303 | 4 140 556 | 36,13% | 1 002 807 | 3 250 786 | 5 764 477 | 0,226090 | 226 725 | 776 082 | 3 487 513 | 6 540 559 |

Présentation des effets de la répartition interne par strate démographique

| N° de strate | Strate démographique | Répartition 2015 dotation forfaitaire (communes de métropole) | | Simulation: mise en place d'une dotation forfaitaire locale en 2016 | |
|--------------|-----------------------------|---|--|--|---|
| | | Dotation forfaitaire par habitant 2015 | Ecart moyen de dotation forfaitaire par habitant en 2015 | Dotation forfaitaire par habitant (simulation 2016 avec dotation forfaitaire locale) | Ecart moyen de dotation forfaitaire par habitant en 2016 (avec dotation forfaitaire locale) |
| 1,00 | 0 à 499 habitants | 122,79 € | 103,78 € | 105,71 € | 82,58 € |
| 2,00 | 500 à 999 habitants | 111,06 € | 40,38 € | 97,02 € | 34,26 € |
| 3,00 | 1 000 à 1 999 habitants | 112,12 € | 38,07 € | 97,98 € | 32,20 € |
| 4,00 | 2 000 à 3 499 habitants | 117,20 € | 43,90 € | 101,91 € | 36,00 € |
| 5,00 | 3 500 à 4 999 habitants | 120,76 € | 46,82 € | 104,39 € | 37,69 € |
| 6,00 | 5 000 à 7 499 habitants | 129,71 € | 64,94 € | 111,08 € | 52,23 € |
| 7,00 | 7 500 à 9 999 habitants | 132,70 € | 54,40 € | 113,76 € | 42,79 € |
| 8,00 | 10 000 à 14 999 habitants | 142,28 € | 59,15 € | 121,78 € | 47,49 € |
| 9,00 | 15 000 à 19 999 habitants | 157,85 € | 64,21 € | 134,01 € | 50,48 € |
| 10,00 | 20 000 à 34 999 habitants | 166,68 € | 59,23 € | 142,84 € | 48,21 € |
| 11,00 | 35 000 à 49 999 habitants | 174,46 € | 60,19 € | 149,03 € | 46,07 € |
| 12,00 | 50 000 à 74 999 habitants | 186,25 € | 76,50 € | 159,18 € | 61,97 € |
| 13,00 | 75 000 à 99 999 habitants | 189,85 € | 62,42 € | 163,25 € | 44,69 € |
| 14,00 | 100 000 à 199 999 habitants | 192,03 € | 43,97 € | 162,00 € | 33,54 € |
| 15,00 | 200 000 habitants et plus | 264,21 € | 69,68 € | 217,21 € | 55,47 € |
| | Toutes les strates | 152,90 € | 81,10 € | 130,49 € | 64,90 € |

L'effet cumulé de la dotation forfaitaire locale et de la contribution au redressement des finances publiques permet de réduire de près de 20% l'écart moyen de dotation forfaitaire par habitant entre 2015 et 2016.

| Code INSEE | Nom commune | Population DGF 2015 | RRF 2013 | Dotations | | Dotation forfaitaire locale (après contribution au redressement des finances publiques) | Variation dotation forfaitaire 2015-2016 | Dotations de péréquation 2016 (simulation) | Variation dotation de péréquation 2015-2016 | Variation DGF 2015-2016 | Variation en % de RRF |
|------------|---------------------|---------------------|---------------|------------------|---------------------|---|--|--|---|-------------------------|-----------------------|
| | | | | forfaitaire 2015 | de péréquation 2015 | | | | | | |
| 06088 | NICE | 376 130 | 537 423 580 | 86 284 262 | 3 679 707 | 67 946 838 | -18 337 424 | 3 679 707 | - | 18 337 424 | -3,41% |
| 09182 | MASSAT | 1 231 | 834 953 | 157 452 | 191 154 | 136 845 | -20 607 | 203 489 | 12 335 | 8 272 | -0,99% |
| 13055 | MARSEILLE | 870 102 | 1 106 842 317 | 165 465 793 | 74 847 624 | 141 966 431 | -35 820 | 82 522 888 | 7 675 264 | 15 824 098 | -1,43% |
| 16366 | SEGONZAC | 2 244 | 2 165 868 | 249 078 | 129 171 | 213 298 | -255 546 | 125 372 | 3 759 | 39 679 | -1,83% |
| 22113 | LANNON | 20 826 | 25 448 435 | 2 766 274 | 407 124 | 2 510 728 | -193 222 | 481 496 | 74 372 | 181 174 | -0,71% |
| 22093 | LAMBALLE | 13 044 | 11 370 464 | 1 728 724 | 307 454 | 1 535 502 | -3 699 374 | 353 353 | 45 899 | 147 323 | -1,30% |
| 29019 | BREST | 145 795 | 123 253 841 | 25 138 274 | 9 057 927 | 21 438 900 | -137 840 | 9 881 712 | 823 785 | 2 875 589 | -2,33% |
| 30334 | UZES | 9 691 | 11 877 155 | 861 538 | 573 639 | 723 698 | -62 862 986 | 563 892 | 9 747 | 147 587 | -1,24% |
| 31555 | TOULOUSE | 466 913 | 606 564 796 | 75 889 376 | 9 468 862 | 62 862 986 | -13 036 380 | 11 043 057 | 1 574 195 | 11 462 195 | -1,89% |
| 33063 | BORDEAUX | 249 213 | 376 815 551 | 48 117 215 | 711 375 | 39 477 817 | -8 639 398 | 711 375 | - | 8 639 398 | -2,29% |
| 33213 | BREDE | 4 447 | 3 972 660 | 493 162 | 326 268 | 426 280 | -66 982 | 343 896 | 17 628 | 49 254 | -1,24% |
| 34172 | MONTPELLIER | 277 258 | 317 510 811 | 44 018 495 | 23 190 086 | 38 463 721 | -900 514 | 25 601 577 | 2 411 491 | 3 143 283 | -0,99% |
| 36088 | ISSOUDUN | 13 284 | 15 565 071 | 3 581 093 | 730 374 | 2 680 579 | -6 976 876 | 786 981 | 56 607 | 643 907 | -5,42% |
| 42218 | SAINTE-TIENNE | 177 039 | 277 091 516 | 40 482 553 | 7 474 183 | 35 515 677 | -68 133 | 8 578 925 | 1 104 742 | 5 872 134 | -2,12% |
| 44073 | HERIC | 5 729 | 4 468 703 | 674 721 | 714 015 | 606 588 | -11 782 339 | 767 682 | 53 667 | 14 466 | -0,32% |
| 44109 | NAANTES | 304 465 | 412 198 970 | 65 504 883 | 8 609 356 | 53 722 544 | -280 186 | 9 641 614 | 1 032 258 | 10 750 081 | -2,61% |
| 44015 | BLAIN | 9 809 | 7 981 963 | 1 517 340 | 1 142 818 | 1 237 154 | -5 096 779 | 1 237 384 | 94 566 | 185 620 | -2,33% |
| 45234 | ORLEANS | 119 449 | 185 705 440 | 27 091 537 | 3 419 532 | 21 984 758 | -1 027 445 | 4 053 424 | 633 892 | 4 462 887 | -2,40% |
| 55545 | VERDUN | 19 624 | 13 481 099 | 4 464 887 | 2 324 488 | 3 437 442 | -438 494 | 2 485 564 | 161 076 | 866 369 | -6,43% |
| 59172 | DENAIN | 20 506 | 24 559 732 | 4 249 441 | 4 726 204 | 3 810 947 | -6 507 314 | 5 397 475 | 671 271 | 232 777 | 0,95% |
| 59350 | LILLE | 236 852 | 342 903 112 | 41 129 818 | 22 589 902 | 34 622 504 | -1 175 995 | 24 823 092 | 2 233 190 | 4 274 124 | -1,25% |
| 60175 | CREIL | 34 381 | 41 224 412 | 7 547 986 | 10 811 442 | 6 371 991 | -2 466 470 | 12 105 420 | 1 293 978 | 117 983 | 0,29% |
| 62771 | SALLAUMINES | 9 724 | 12 501 743 | 3 032 323 | 2 739 318 | 2 466 470 | -1 051 919 | 2 524 214 | 184 896 | 380 957 | -3,05% |
| 62193 | CALAIS | 74 136 | 106 758 774 | 10 906 500 | 13 897 033 | 9 854 581 | -15 241 854 | 14 902 057 | 1 005 034 | 46 885 | -0,04% |
| 69123 | LYON | 512 582 | 622 329 227 | 85 800 227 | 7 174 015 | 70 588 373 | -7 195 945 | 6 684 490 | 479 525 | 15 721 379 | -2,53% |
| 72181 | LE MANS | 149 491 | 156 441 709 | 34 177 195 | 5 720 424 | 26 980 250 | -228 474 | 6 498 009 | 778 385 | 6 418 560 | -4,10% |
| 74042 | BONNEVILLE | 13 083 | 12 547 511 | 1 485 703 | 214 269 | 1 257 229 | -9 109 578 | 241 040 | 26 771 | 201 703 | -1,61% |
| 76351 | HAVRE | 176 925 | 274 298 106 | 49 803 839 | 11 327 703 | 34 694 261 | -5 666 500 | 12 561 567 | 1 233 864 | 7 875 714 | -2,87% |
| 80021 | AMIENS | 136 500 | 137 668 972 | 26 572 808 | 14 795 740 | 20 908 308 | -88 066 | 16 252 965 | 1 487 225 | 4 209 275 | -3,06% |
| 85003 | AIZENAY | 8 782 | 7 777 308 | 927 300 | 667 040 | 839 235 | -144 097 | 677 424 | 10 384 | 77 681 | -1,00% |
| 88487 | VAL-D'AJOL | 4 294 | 3 147 026 | 805 136 | 551 740 | 661 039 | -707 420 | 625 882 | 74 142 | 69 955 | -2,22% |
| 91477 | PALaiseau | 31 311 | 39 329 472 | 4 891 503 | 323 493 | 4 184 083 | -1 244 976 | 292 155 | 31 338 | 738 758 | -1,88% |
| 92040 | ISSY LES MOULINEAUX | 67 413 | 107 599 599 | 7 198 177 | 0 | 5 953 201 | -493 937 | 0 | - | 1 244 976 | -1,16% |
| 93014 | CLICHY-SOUS-BOIS | 30 977 | 46 666 423 | 5 387 481 | 14 677 937 | 4 873 554 | -1 926 366 | 16 218 099 | 1 540 162 | 1 046 225 | 2,24% |
| 95585 | SARCELLES | 58 192 | 84 190 664 | 12 515 619 | 26 441 277 | 10 589 253 | -408 039 | 29 147 168 | 2 705 891 | 779 525 | 0,93% |
| 94058 | PERREUX-SUR-MARNE | 33 816 | 34 840 613 | 4 548 183 | 0 | 4 140 144 | -311 862 | 0 | - | 408 039 | -1,17% |
| 63300 | RIOM | 19 421 | 27 169 755 | 1 944 478 | 406 153 | 1 632 626 | -4 933 460 | 440 707 | 34 554 | 277 298 | -1,02% |
| 37261 | TOURS | 139 999 | 196 726 943 | 30 984 863 | 5 036 485 | 26 081 603 | -478 635 | 5 903 435 | 866 950 | 4 066 510 | -2,07% |
| 07010 | ANNONAY | 17 063 | 20 909 782 | 3 135 822 | 684 896 | 2 657 187 | - | 787 001 | 102 105 | 376 530 | -1,80% |